

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

Série ES

Session 2009

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

OBLIGATOIRE

Durée : 4 heures
Coefficient : 7

L'usage de la calculatrice est strictement interdit

Ce sujet comporte 6 pages numérotées de 1/6 à 6/6.

Le candidat traitera au choix soit la dissertation, soit la question de synthèse.

Dissertation appuyée sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

THÈME DU PROGRAMME :

Protection sociale et solidarités collectives

SUJET

Dans quelle mesure les inégalités sont-elles réduites par la redistribution ?

DOCUMENT 1

Parmi les retournements que l'on peut attendre de la crise financière dans le fonctionnement de nos économies figure la question des inégalités de revenus. (...)

Plusieurs pays développés ont connu au cours des dernières décennies une augmentation vertigineuse des inégalités. Aux Etats-Unis, le 1% (centile) le plus riche des contribuables a vu doubler sa part du revenu total entre 1980 et 2004. En 2005, le pouvoir d'achat du centile le plus riche a augmenté de 14% par rapport à 2004, et celui du reste de la population n'a crû que de 1% ! Sur les années récentes la France n'est pas en reste, le revenu réel du centile le plus riche a augmenté de 19,4% entre 1998 et 2005, celui des 90% les plus pauvres n'a crû que de 4,6%. (...) Mais le fait remarquable est que cette évolution a eu lieu, jusqu'à récemment, sans manifestation citoyenne forte. (...) Une telle position était compréhensible tant que l'on pouvait croire que l'inégalité croissante s'accompagnerait d'une prospérité généralisée. (...)

A terme, la crise peut cependant servir de révélateur de la dérive inégalitaire, et constituer le point d'appui d'un retournement majeur vers des « normes sociales » plus égalitaristes.

Source : F. BOURGUIGNON, Directeur de l'école d'économie de Paris, « Haro sur la finance, mère des inégalités ! », *Challenges* n°139, 9 octobre 2008.

DOCUMENT 2

La redistribution moderne est le résultat d'un ensemble de moyens variés. La formation des revenus s'effectue à trois niveaux, compte tenu des mécanismes de redistribution et de prestation de services collectifs :

- la distribution primaire des revenus du travail et du patrimoine, avant paiement des cotisations sociales et des impôts sur le revenu et le patrimoine ;
- le revenu disponible brut, après impôts et transferts sociaux en espèces (retraite, allocation chômage, indemnités journalières...);
- enfin, le revenu disponible brut augmenté de la valeur de la partie individualisée des dépenses de consommation finale des administrations (services en nature : dépenses de santé prises en charge, allocations logement, part individuelle des dépenses d'éducation, d'action sociale, de services culturels...).

Les transferts monétaires sont construits financièrement pour assurer une redistribution effective : une étude récente (1) a bien montré la relation entre la réduction du taux de pauvreté par les politiques de transferts monétaires et le niveau de protection sociale. (...)

Par contre, il n'y a pas d'évaluation d'ensemble reconnue de l'efficacité redistributive des services en nature gérés par les collectivités publiques.

(1) : L. Kenworthy (1998).

Source : J.-C. PRAGER, *La politique économique aujourd'hui*, Ellipses, 2002.

DOCUMENT 3

Distribution des niveaux de vie avant et après redistribution (en euros 2006)

Déciles*	2002		2004		2006	
	Avant redistribution	Après redistribution	Avant redistribution	Après redistribution	Avant redistribution	Après redistribution
D 1	6 721	9 287	6 772	9 357	6 899	9 723
D 2	9 705	11 387	9 918	11 474	10 144	12 089
Médiane D 5	16 560	16 359	16 623	16 318	17 188	17 597
D 8	26 063	23 787	25 841	23 676	26 582	25 799
D 9	33 797	29 812	33 129	29 357	34 554	33 193
Rapport interdécile D9/D1	5,03	3,21	4,89	3,14	5,01	3,41

* Si on ordonne une distribution, les déciles sont les valeurs qui partagent cette distribution en dix parties égales. Ainsi pour une distribution de revenus, le premier décile (D1) est le revenu au-dessous duquel se trouvent 10% des individus, le neuvième décile (D9) est le revenu au-dessous duquel se trouvent 90% des individus, seuls 10% étant au-dessus de ce revenu.

Champ : France métropolitaine, individus dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Sources : INSEE-DGI, enquêtes revenus fiscaux 2002-2004, INSEE-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes revenus fiscaux et sociaux 2006.

DOCUMENT 4

Nombre de personnes pauvres et taux de pauvreté (1) selon le seuil.

	Seuil à 50% du niveau de vie médian		Seuil à 60% du niveau de vie médian	
	Nombre en milliers	Taux en %	Nombre en milliers	Taux en %
1970	5 785	12,0	8 649	17,9
1990	3 751	6,6	7 848	13,8
2000	3 742	6,5	7 328	12,7
2006	4 216	7,1	7 862	13,2

(1) : proportion d'individus ayant un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté.

Source : INSEE, TEF 2008.

DOCUMENT 5

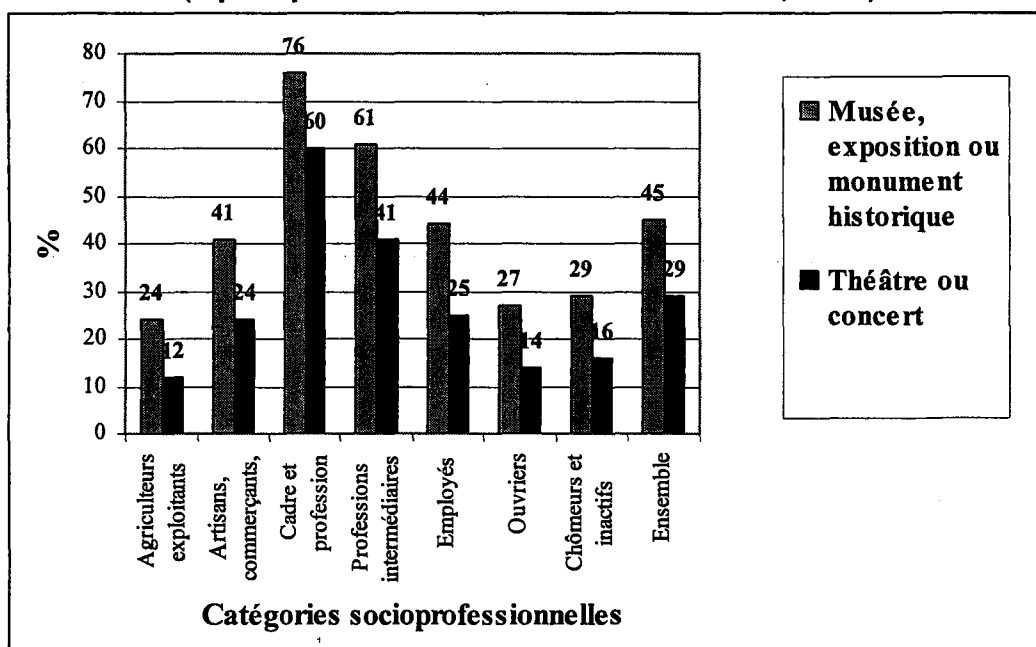
Personne ne doute évidemment du fait que les Etats-providence sont redistributifs, mais il est tout aussi évident que des postes importants du budget social favorisent les riches au détriment des pauvres. C'est certainement le cas de l'enseignement supérieur et des soins médicaux les plus coûteux. D'une manière générale, l'objectif principal de l'Etat-providence n'a jamais été la redistribution du revenu pour elle-même, mais bien pour garantir assurance et protection. Pour autant que l'Etat-providence ait poursuivi un idéal égalitariste, c'était principalement pour faire progresser l'égalité des *chances* plutôt que celle des résultats effectifs. (...)

Les réformateurs d'après-guerre étaient persuadés que l'extension et la démocratisation de l'enseignement permettraient tout à la fois de faire augmenter la productivité et de réduire l'impact des déterminations du milieu social de naissance. Au cours des dernières années du XXème siècle, il est devenu de plus en plus évident que l'universalité et la gratuité de l'enseignement avaient échoué dans leur mission d'égalisation des chances. (...)

C'est un grand paradoxe de notre époque que l'absence de vrai progrès dans ce domaine malgré les efforts consacrés à l'enseignement et, plus encore, à la redistribution par l'Etat-providence.

Source : G. Esping-Andersen, *Trois leçons sur l'Etat-providence*, Seuil, la République des Idées, 2008.

DOCUMENT 6

Taux de pratique de quelques activités culturelles
(a pratiqué au moins une fois dans l'année, en %)

Source : INSEE, 2000, in *L'état des inégalités en France 2007*, Belin 2008.

Question de synthèse étayée par un travail préparatoire

Il est demandé au candidat :

1. de conduire le travail préparatoire qui fournit des éléments devant être utilisés dans la synthèse.
 2. de répondre à la question de synthèse :
 - par une argumentation assortie d'une réflexion critique, répondant à la problématique donnée dans l'intitulé,
 - en faisant appel à ses connaissances personnelles,
 - en composant une introduction, un développement, une conclusion pour une longueur de l'ordre de trois pages.
- Ces deux parties sont d'égale importance pour la notation.
Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

THÈME DU PROGRAMME : Croissance, progrès technique et emploi

I - Travail préparatoire (10 points)

Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes maximum.

- 1) Pourquoi le salaire minimum peut-il bloquer l'embauche des salariés les moins qualifiés ? **(document 1) (2 points)**
- 2) Expliquez le passage souligné. **(document 1) (2 points)**
- 3) Quelle est la principale évolution de la structure des emplois de 1987 à 2007 ? **(document 2) (1 point)**
- 4) Faites une phrase donnant le sens du nombre encadré. **(document 3) (1 point)**
- 5) Baisser le montant des différentes composantes du coût du travail peut-il entraîner une réduction de la croissance économique ? **(document 4) (2 points)**
- 6) Pourquoi une forte flexibilité peut-elle nuire à la productivité ? **(document 4) (2 points)**

II - Question de synthèse (10 points)

Après avoir montré que les politiques de flexibilité du marché du travail peuvent permettre de favoriser les créations d'emplois, vous mettrez en évidence les limites de ces politiques.

DOCUMENT 1

La façon la plus directe pour les gouvernements d'assurer un revenu plus élevé à un groupe de travailleurs est d'imposer un plancher salarial. C'est ce qu'ils font en établissant par exemple un salaire minimum. (...) Le salaire minimum constitue alors la porte d'entrée sur le marché du travail pour les individus les moins qualifiés. Ces personnes sont par définition peu productives et leur seule façon de grimper éventuellement l'échelle du marché du travail est de pouvoir mettre le pied sur le premier barreau.

L'augmentation du salaire minimum a pour effet de hisser ce premier barreau à une hauteur qui devient inaccessible pour plusieurs d'entre eux et qui les confine au chômage. Des employeurs vont en effet juger non rentable d'embaucher des travailleurs dont la faible productivité est inférieure aux coûts désormais plus élevés qu'ils occasionnent. De plus, quand des machines peuvent être substituées au travail humain, les entreprises seront incitées à utiliser des techniques de production qui y ont recours de façon plus intensive si cela est moins coûteux que de recruter des travailleurs additionnels.

Source : N. ELGRABLY, « Le salaire minimum et la flexibilité du marché du travail »,
Institut économique de Montréal, décembre 2006.

DOCUMENT 2

Répartition de la population active selon le statut des emplois et le recours au temps partiel.
(en %)

	Salariés CDI temps complet	Salariés CDI temps partiel	CDD Apprentis Intérimaires	Chômeurs	Non salariés	Population active
1987	62	8	5	11	14	100
1990	61	7	8	11	13	100
1998	56	13	7	13	11	100
2003	59	11	10	10	10	100
2007	59,5	11,5	11	8	10	100

Source : P. CINGOLANI, *La précarité*, Que sais-je ? PUF, 2005, pour les évaluations de 1987 à 2003 et INSEE France en faits et chiffres pour les évaluations de 2007.

DOCUMENT 3

Répartition des actifs ayant un emploi en 2007 (en %).

Répartition selon le statut de l'emploi	
Non salariés	10,8
Salariés	89,2
dont :	
contrats à durée indéterminée	77,1
contrats à durée déterminée	8,5
intérimaires	2,2
apprentis	1,4
Total des emplois	100
Répartition selon le temps de travail	
Temps complet	82,8
Temps partiel	17,2
Temps partiel subi (en % des actifs à temps partiel) (1)	30,4
Total des emplois	100

Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi vivant en France métropolitaine.

(1) lecture : en moyenne en 2007, parmi les actifs travaillant à temps partiel, 30,4% souhaitent travailler plus d'heures et sont disponibles pour le faire.

Source : INSEE, enquêtes Emploi du 1^{er} au 4^{ème} trimestre 2007.

DOCUMENT 4

Il est à peu près vérifié qu'une plus grande flexibilité donne des résultats sur l'emploi, mais d'autres critères sont à prendre en compte : pauvreté, protection santé et retraite...

Le résultat attendu étant la baisse du coût du travail ne risque-t-on pas de le payer par une baisse de la demande liée à celle des salaires et donc de la croissance ?

Une flexibilisation totale paraît contradictoire avec l'évolution du management : dans les pays à hauts salaires, les « gisements de productivité » se situent dans l'implication des salariés. On ne peut obtenir à la fois une conception commerciale du contrat de travail (embauche/licenciement au gré des besoins) et la fidélité-motivation du personnel.

Source : J.-P. DELAS, *Economie contemporaine*, Ellipses, 2001.